

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja Semaine du 8 janvier 2024

Le Service économique régional d'Abuja et le Service économique d'Accra vous souhaitent une très bonne et heureuse année 2024!

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa <u>page LinkedIn</u> et son <u>compte Twitter</u>. Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur <u>LinkedIn</u>.

LE CHIFFRE A RETENIR

28,0 %

C'est le taux de rendement de la Bourse du Ghana (GSE) en 2023, contre une perte de 12,4 % en 2022.

Nigéria:

Le Président Tinubu réduit de 60 % les dépenses des voyages officiels; La CBN paie 61,6 M USD d'arriérés aux compagnies aériennes; Les investissements étrangers dans les start-ups nigérianes ont subi une baisse de 66 % en 2023; Le Centre médical fédéral (FMC) de Lagos prend des mesures d'adaptation face à l'exode massif des professionnels de santé.

Ghana:

L'inflation à la consommation redescend à 23,2 % en décembre 2023 ; La baisse du prix du maïs enthousiasme les éleveurs de volaille pour l'année 2024.

Nigeria

Le Président Tinubu réduit de 60 % les dépenses des voyages officiels

Le Président Bola Tinubu a approuvé mardi des mesures impliquant une diminution de 60 % des coûts des délégations officielles lors des déplacements nationaux et internationaux. <u>La décision s'applique aux cabinets du président, du vice-président et de la Première dame, ainsi qu'à tous les ministères, départements et agences.</u>

Pour le président, le vice-président et la Première dame, les nouveaux nombres maxima de personnes pouvant faire partie de leur délégation lors de déplacements à l'étranger sont les suivants : le Président peut être accompagné de 20 personnes, le Vice-Président de 5 personnes et la Première Dame également de 5 personnes. Pour les déplacements nationaux, le Président peut être accompagné de 25 personnes, le Vice-Président de 15 personnes et la Première Dame de 10 personnes.

En outre, lors d'un déplacement officiel à l'international, seuls quatre membres de l'équipe ministérielle seront autorisés à accompagner les ministres fédéraux. Les chefs d'agences gouvernementales ne pourront quant à eux voyager qu'avec deux membres de leur personnel.

De nombreux Nigérians avaient critiqué en décembre dernier le fait que le Nigeria ait une des plus grandes délégations (plus de 1400 personnes) à la COP28 de Dubaï, bien que la présidence ait déclaré n'avoir financé le déplacement que de 422 délégués.

La CBN paie 61,6 M USD d'arriérés aux compagnies aériennes

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a annoncé lundi qu'elle avait versé 61,6 M USD aux compagnies aériennes par l'intermédiaire de diverses banques, dans le cadre de ses efforts au cours des trois derniers mois pour solder ses arriérés auprès des compagnies étrangères. Selon Hakama Sidi Ali, directrice par intérim du Département de la communication de la CBN, le règlement des opérations de change de la Banque centrale porte à 2 Md USD l'arriéré total résorbé en trois mois, tous secteurs confondus. Elle considère que l'action de la CBN devrait renforcer le naira sur le marché des changes, et améliorer la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie nigériane.

Les compagnies aériennes étrangères qui opèrent au Nigeria ont toutefois exprimé leur déception face aux 61,6 M USD de l'Etat fédéral comme premier versement pour compenser les 800 M USD encore bloqués dans le pays, par la voix le président de l'Association

des compagnies aériennes étrangères et des représentants au Nigeria (AFARN), Dr Kingsley Nwokoma, lors d'une conférence de presse tenue à l'aéroport international Murtala Muhammed, à Lagos, ce jeudi.

Les investissements étrangers dans les start-ups nigérianes ont subi une baisse de 66 % en 2023

Lors de l'Initiative de soutien aux micro-entreprises (MESI) de l'État de Lagos pour l'année 2024 organisée mardi dernier, <u>le gouverneur, M. Sanwo-Olu, a souligné que l'Etat de Lagos avait soutenu environ 11 885 start-ups au cours des quatre dernières années</u>, manifestant ainsi son engagement en faveur du développement économique.

Cependant, malgré les efforts déployés, <u>les investissements</u> étrangers dans les start-ups nigérianes ont enregistré une baisse significative de 65,8% en glissement annuel, passant de 1,2 Md USD en 2022 à 410 M USD en 2023. Ce montant était déjà passé de 1,7 à 1,2 Md USD entre 2021 et 2022. Le Nigéria perd ainsi sa première place en matière d'investissements totaux dans les start-ups sur le continent, au profit du Kenya, bien que conservant le plus grand nombre de start-ups ayant levé 100 000 USD ou plus en Afrique (146, soit 29 % de ces start-ups sur le continent).

Le Centre médical fédéral (FMC) de Lagos prend des mesures d'adaptation face à l'exode massif des professionnels de santé

Le secteur de la santé au Nigeria traverse une période de crise, en partie liée au départ de nombreux professionnels à la recherche d'opportunités à l'étranger. En 2023, l'association des pharmaciens du Nigeria a enregistré le départ de 7 000 pharmaciens. De même, plus de 75 000 infirmières nigérianes seraient parties exercer à l'étranger au cours des cinq dernières années, selon l'association nationale des infirmières.

Dans ce contexte, des acteurs nigérians du secteur de la santé s'efforcent de trouver des solutions pour remédier à la situation. Le Centre médical fédéral (FMC) d'Ebute Metta (Lagos) a récemment annoncé que l'établissement s'apprêtait à intégrer des spécialistes à la retraite dans son personnel pour pallier le manque de personnel médical. La question de la rémunération n'a toutefois pas été abordée. Cette initiative intervient peu de temps après l'inauguration de l'hôpital général Femi Gbajabiamila à Surulere (Lagos). Lors de cet événement, le Gouverneur Sanwo-Olu avait annoncé la volonté de l'État de Lagos d'ouvrir une université de médecine afin d'améliorer la formation des professionnels de la santé et de contrer le phénomène de fuite des cerveaux dans le secteur de la santé.



L'inflation à la consommation redescend à 23,2 % en décembre 2023

Selon les données du Service statistique du Ghana (GSS), le pays a enregistré un taux d'inflation des prix à la consommation de 23,2 % en décembre 2023 en glissement annuel, soit une baisse de 3,2 points par rapport à novembre (26,4 %, en g.a.). C'est également le taux le plus bas de l'année 2023 – le taux d'inflation s'élevait à 53,6 % en janvier 2023. Respectivement, l'inflation des produits alimentaires et non alimentaires s'établit à 28,7 % et 18,7 %, contre 61 % et 47,9 % en début d'année 2023.

Ce résultat dépasse l'objectif du gouvernement énoncé dans le Budget 2024 à 31,3 % pour la fin de 2023, ainsi que les prévisions de 29,4 % du FMI.

Le processus de désinflation entamé depuis cinq mois fait naître l'espoir d'un assouplissement de la politique monétaire de la Banque du Ghana (BoG), qui maintient son taux directeur à 30 % depuis le mois de juillet 2023, limitant drastiquement l'accès au crédit. Le comité de politique monétaire de la BoG annoncera la baisse ou le maintien de son taux directeur lors de sa prochaine réunion le 29 janvier.

La baisse du prix du maïs enthousiasme les éleveurs de volaille pour l'année 2024

La baisse du prix du maïs au Ghana, principale source d'alimentation pour les volailles, laisse entrevoir un redressement du secteur en 2024, selon l'Association nationale des éleveurs de volaille du Ghana (GNAPF). Selon le président de la GNAPF, Victor Oppong Adjei, le prix du sac de 50 kg de maïs a baissé de 280 GHS (23,4 USD) à 200 GHS (16,7 USD). Cette baisse du coût des matières premières a un effet positif sur les coûts de production, particulièrement élevés depuis 2022.

Cependant, la GNAPF reste préoccupée par le coût des aliments pour animaux, qui affecte les acteurs du secteur de la volaille et les consommateurs de viande. Le président de la GNAPF a souligné que la stabilité des prix en 2024 dépendra de certains intermédiaires, qui pourraient spéculer sur de futures hausses du prix des matières premières, pouvant créer à terme des pénuries artificielles.

Le ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture a promis en décembre dernier un prix stable du maïs pour aider les éleveurs à réduire les coûts. De plus, le gouvernement a prévu un investissement de 541 M USD pour améliorer l'industrie avicole locale, visant à augmenter la production de volaille de 50 000 tonnes par an à 450 000 tonnes par an. Plus précisément, environ 69 M USD seront alloués à la modernisation des usines d'aliments pour animaux, pour réduire les coûts d'alimentation des volailles.

Le Ghana est fortement dépendant de ses importations de volaille, représentant environ 410 M USD soit 2 % de ses importations totales et 47 % de ses importations en produits animaliers. Le programme « Planter pour l'agriculture et l'emploi » (Planting For Food and Jobs) vise à réduire cette dépendance et fait du secteur avicole l'une des priorités du ministère de l'Agriculture. L'objectif est d'atteindre une autosuffisance du Ghana dans le secteur de 110 % en 2028, contre 7 % en 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication: Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction: SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra Abonnez-vous: martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr